

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Paris, le 30 mars 1990

*L'Ambassadeur de France
Chargé de Mission
auprès du Président de la République*

*Note
pour
Monsieur le Président de la République*



VISITE DU PRESIDENT DU RWANDA (LUNDI 2 AVRIL)

La visite du Président Habyarymana fait suite à l'escale que vous aviez faite à Kigali en 1984 (à l'occasion du sommet franco-africain tenu à Bujumbura) et à votre entretien de Dakar, en mai dernier ; elle précède la Conférence qui aura lieu à la Baule du 19 au 21 juin, et à laquelle votre hôte assistera sans doute, comme il l'a fait à toutes les réunions précédentes depuis 1975.

"Pays des mille collines", le Rwanda, que dirige depuis 1973 le Président Habyarymana appuyé sur le "Mouvement Révolutionnaire National" qu'il a créé, est relativement stable. Son principal problème est le surpeuplement (7 millions d'habitants pour 26 000 km) qu'un taux de 3,7 % tend à accroître encore. La quasi-autosuffisance alimentaire qu'il a longtemps maintenue est de moins en moins assurée. La chute des cours du café, sa principale production, aggrave la situation qui le fait ranger parmi les PMA. Du moins les tensions ethniques (les Hutu qui détiennent le pouvoir représentent environ 85 % de la population, les Tutsi 15 %) ne se sont-elles pas manifestées depuis les graves troubles de 1973, même si le

Rwanda a subi le contre-coup de ceux qui ont ensanglanté le Burundi voisin en août 1988, provoquant l'exode sur son sol de 63 000 réfugiés, pour la plupart rapatriés depuis lors. En sens inverse, des réfugiés tutsi en provenance du Rwanda sont depuis longtemps fixés en Ouganda, ce qui rend parfois délicates les relations entre les deux pays.

Votre visiteur pourra faire le point sur ces différents problèmes.

*

* *

La principale requête que le Président Habyarymana vous avait présentée à Dakar portait sur le remplacement de la Caravelle présidentielle que G. Pompidou lui avait fait attribuer.

Avion présidentiel - Selon vos instructions, des dispositions ont été prises pour que lui soit offert un Falcon 50. L'équipage pourra recevoir une formation dès qu'il sera disponible (c'est à dire d'ici quelques semaines) et repartir avec cet appareil.

Ce geste représente un effort financier important (10 millions de dollars) et il en résulte que, sur d'autres points, nous serons sans doute obligés de surseoir à la prise en considération de certaines demandes rwandaises, surtout quand celles-ci portent sur des matériels militaires dont la nécessité ne nous semble pas évidente.

Questions militaires - C'est en particulier le cas d'un système d'armes anti-aériennes, qui ne correspondrait pas aux besoins du pays.

De même, il n'est pas possible d'envisager la livraison d'un avion Transall, compte tenu du coût de l'appareil et de la maintenance, ainsi que du nombre de techniciens nécessaires.

En ce qui concerne le remplacement des radars, une étude du problème de la sécurité aéroportuaire devrait être effectuée avant que nous puissions nous prononcer.

Notre coopération à la réorganisation de la gendarmerie a déjà commencé et sera poursuivie.

Coopération civile - Kigali s'est plaint de la baisse du FAC de 1982 à 1986. Depuis lors, il y a eu redressement. Ce Fonds ne représente d'ailleurs qu'un tiers de notre coopération (25 MF en 1989).

Pour leur part, les interventions de la Caisse Centrale de Coopération Economique se sont sensiblement accrues : près de 140 MF en 1990 (aménagement hydro-agricoles, électrification rurale).

Un projet important concerne la télévision, qui n'existe pas encore à Kigali : le Rwanda est prêt à prendre une part des frais à sa charge et nous demande une participation de l'ordre de 140 MF. Nous étudions un montage financier associant dons du FAC et prêts de la CCCE.

Enfin, nous venons de débloquer 500 000 FF au titre de l'aide alimentaire, ce qui nous place en tête des donateurs.

Relations financières - Jusqu'ici le Rwanda n'a pas fait appel au FMI et même sa propre politique d'ajustement structurel pour maintenir la parité de sa monnaie. Mais la situation s'est à ce point dégradée qu'il envisage aujourd'hui de négocier avec les institutions de Bretton Woods. Votre hôte vous demandera peut-

être notre appui, qu'il n'y a aucune raison de ne pas lui promettre.

A noter qu'au titre des mesures de Dakar, l'annulation de la dette, pour le Rwanda, porte sur 449 MF en principal et 157 MF en intérêts (12 % de la dette publique du pays)./.

h

Claude Arnaud

P.S. Le Président Habyarymana visitera, après Paris, l'Aisne, le Loiret et Monaco.

h